# **APRES LA PANDEMIE**

## ***Introduction***

La pandémie qui s’est déclenchée en Chine à la fin de l’année 2019 puis s’est répandue ensuite, quasiment dans le monde entier, nous remet en mémoire le drame de la grippe espagnole de 1918-1919 en raison de la parenté des virus à l’œuvre. Avec, toutefois, deux caractéristiques différentes. Le nombre de morts, tout d’abord. Dans le cas de la grippe espagnole, les estimations varient entre 50 et 100 millions. On ne connaît pas encore le bilan concernant le coronavirus, mais les indications actuelles, au printemps 2020 laissent penser qu’il sera sensiblement inférieur. La seconde caractéristique majeure est la mobilisation de très grande ampleur des Etats qui n’ont pas hésité à placer en hibernation leurs activités économiques pour limiter la contagion.

En 1918-1919, malgré l’envergure mondiale du conflit né en Europe, la mondialisation, dans ses dimensions humaines, économiques, politiques, était beaucoup moins avancée. Ce qui n’a pas empêché le virus grippal d’envahir la planète. C’est pourquoi les voix qui se sont élevées pour établir un lien direct de causalité entre la mondialisation et l’actuelle pandémie font dans l’imposture ou l’ignorance. Par contre il est plus que probable que la crise sanitaire de 2019-2020 entraînera d’importants changements dans le cours de la mondialisation. Une partie d’entre eux était déjà à l’œuvre. Le processus va s’accentuer.

Il s’agit, en l’occurrence, de changements d’ordre structurel. Ils vont s’étaler sur une assez longue période. On peut les distinguer, sans ignorer les corrélations, des changements conjoncturels. Ceux-ci vont dominer les préoccupations et les mesures prises dès maintenant et dans le court terme. On se propose, dans les analyses qui vont suivre, d’explorer les deux types de changements dans leurs contenus et leurs effets.

## ***Les changements conjoncturels***

Tous les Etats, toutes les institutions supranationales ont réagi en annonçant des mesures de soutien économique d’une envergure exceptionnelle dont certaines ont été mises en vigueur rapidement. Elles diffèrent plus ou moins dans leurs modalités. Il nous faut les examiner avant d’en mesurer les effets.

### ***Les mesures annoncées***

La Chine a toujours réagi, pour faire face aux crises, par des injections massives de crédit en faveur des entreprises publiques ou privées. Son principal souci actuel est d’éviter l’effondrement de centaines de milliers de petites firmes. Elle a annoncé en mars dernier un vaste plan de soutien de 128 Milliards d’€. Mais le gouvernement va certainement aller bien au-delà de ce dispositif particulier. L’envergure globale du soutien n’a pas encore été chiffrée mais il sera massif.

Aux Etats-Unis, les assemblées élues se sont accordées récemment pour financer un plan de 2000 milliards de € soit un peu moins de 10% du PIB. Bénéficiaires : les salariés au chômage, les entreprises, les hôpitaux, les collectivités.

L’Allemagne a publié un plan de soutien particulièrement spectaculaire représentant 1/3 de son PIB.

La Grande Bretagne n’a pas, pour le moment publié de plan de financement global mais a prévu d’ores et déjà des mesures importantes de relance de l’investissement public, de réduction des charges d’intérêts, de soutiens budgétaires.

En Europe continentale, en dehors de l’Allemagne, tous les Etats, accompagnés par la BCE, annoncent des plans de soutien massifs aux économies.

### ***Leurs diversités et leurs convergences***

Les Etats apportent principalement en soutien, des fonds budgétaires et des garanties bénéficiant aux créanciers. Les créances garanties ne sont exigibles qu’en cas de défaillance de l’emprunteur bénéficiaire. Mais tous les plans étatiques conduisent à des charges budgétaires immédiatement nouvelles ou différées dans le temps.

Les banques centrales, pour leur part, s’engagent à racheter aux banques détentrices d’obligations publiques et privées, une partie de leurs actifs. Elles vont leur fournir, en contrepartie, des liquidités, déjà surabondantes, afin que ces acteurs financiers puissent souscrire aux nouveaux emprunts des Etats. Le tout en maintenant des taux d’intérêts très bas.

La cible principale et finale des mesures prises sont les personnes actives, salariés mis au chômage total ou au chômage dit partiel dont les revenus sont pris en charge sur fonds publics. Sont laissés à leurs sorts, diversement tristes, les rentiers, légitimes ou illégitimes. Autrement dit, tous ceux qui financent traditionnellement l’économie sur le long terme. Aux Etats-Unis les rentiers retraités trinquent fortement. En Europe, les vieux restent beaucoup mieux protégés.

### ***Les effets***

Pour soutenir leurs économies et impulser la reprise, les Etats, dans la généralité des cas, auront recours à l’emprunt. Avant le déclenchement de l’épidémie, la dette mondiale était estimée (et possiblement sous-estimée faute d’un recensement exhaustif) à plus de 250 000 milliards de dollars, soit plus de trois années de production. Le stock existant va donc s’accroître sensiblement et certainement dépasser les 300 000 milliards lesquels seront fournis par tous les épargnants, les détenteurs de liquidités, les banques commerciales, les compagnies d’assurances, les banques centrales.

L’émission massive de monnaie qui va atteindre des niveaux inconnus jusqu’à présent devrait, selon les théories économiques faire baisser la valeur des monnaies et encourager puissamment l’inflation. Dans le passé récent, le déversement d’abondantes liquidités dans l’économie mondiale, consécutive à la crise de 2008, n’a pas eu les effets attendus par les théoriciens. Les Etats escomptaient une relance de l’inflation pour alléger le fardeau de leurs dettes. Leurs espoirs ont été déçus. En ira-t’il de même à la suite de la nouvelle flambée d’émission monétaire ?

Répondre à cette question cruciale exige de temporaliser la suite des évènements. Dans un premier temps, les producteurs de biens et services ne se trouveront pas dans des situations identiques. Une minorité bénéficiant d’un excès de demande par rapport à l’offre n’hésitera pas à majorer ses prix. On constate, d’ores et déjà, un tel mouvement. Il reste, toutefois limité. Dans la grande majorité des cas, les vendeurs chercheront prioritairement à récupérer du chiffre d’affaires. Ils auront plutôt tendance à maintenir, voire à baisser leurs prix. La résultante des deux mouvements que l’on vient de décrire sera une très faible emprise de l’inflation dans le court terme. A plus longue échéance, sous l’effet de la nouvelle phase de globalisation déjà en cours, il est vraisemblable de prévoir des augmentations de prix plus substantielles. Par exemple, si les nations riches veulent réduire leur dépendance aux approvisionnements exotiques, les coûts de fabrication s’élèveront et, en conséquence, les prix.

Comme dans toutes les crises économiques, les détenteurs de capitaux, petits et grands, vont devenir d’éminentes victimes. Les pays les plus égalitaristes nous montrent le chemin. Ainsi, en France, le citoyen qui vit de son salaire se voit substantiellement protégé. Celui qui subsiste grâce à ses placements d’épargne se trouve sacrifié.

D’ores et déjà, aux Etats-Unis, les salariés mis au chômage se comptent en millions. Les mesures de chômage partiel utilisées en Europe n’y ont pas cours. Par contre les chômeurs peuvent percevoir des indemnités et les dispositifs antérieurs vont être étendus et renforcés. C’est pourquoi les licenciements ont pris une telle ampleur. Avant l’explosion de la pandémie, l’économie nord-américaine avait atteint le plein emploi. Le plan d’aide récemment voté limitera peut-être l’accumulation de faillites d’entreprises mais celles-ci auront certainement lieu à des dizaines de milliers d’exemplaires. Dès maintenant la très violente chute des prix du pétrole met en très grande difficulté les exploitations de gaz et huiles de schistes. Le géant aéronautique BOEING qui avait déjà été touché par le confinement du 787 Max à la suite de défaillances techniques ayant causé deux catastrophes aériennes se voit à nouveau affecté par le quasi-arrêt du trafic aérien. Dans la meilleure des hypothèses, il faudra au moins deux ans avant que le chômage de masse se résorbe.

Malgré ses efforts sans précédent pour contenir les défaillances d’entreprises, l’Europe ne pourra faire mieux que limiter les dégâts. Les pays du Nord, comme à l’habitude, se rétabliront moins difficilement de la crise que ceux du sud. Les premiers, une fois de plus, se trouvent partagés entre deux stratégies. Considérant que les pays du sud sont mal gérés, constamment tentés de reporter la guérison de leurs maux sur les pays du nord mieux gérés, il y a lieu de mesurer les soutiens apportés par les plus prospères au strict minimum. Tel est le premier volet de leur stratégie. Mais, laisser tomber les pays du sud signifie pour ceux du nord, la perte de débouchés qui restent importants et la mise en danger du marché unique. Or le contexte qui prévalait lors de la précédente crise, en 2008 a profondément évolué. A l’époque, l’Allemagne tirait moins de bénéfices du marché unique que de ses exportations de biens industriels et d’automobiles en Chine. Elle n’avait guère d’intérêt à consolider les économies du sud de l’Europe. Ce n’est plus le cas à présent. La première puissance économique européenne, l’Allemagne n’a pas encore élaboré sa stratégie pour les années qui viennent, pas plus d’ailleurs que les autres européens. Mais, dans l’attente de cet accouchement qui demandera du temps, elle s’efforcera d’éviter la dislocation du marché unique. Elle ne soutiendra pas sans condition les pays du sud, mais tout sera fait pour qu’ils ne fassent pas sécession, économiquement ni politiquement.

L’obsession des gouvernants se discerne, maintenant, assez clairement : contrecarrer les comportements de panique, nécessairement moutonniers, contenir les possibles révoltes des victimes. Par conséquent, les priorités de leur action s’attacheront à faire redémarrer les machines économiques et procurer des emplois à ceux qui les auront perdus. Tous ceux qui préconisent un nouveau départ intégrant la prévention des risques environnementaux en seront pour leurs frais.

Prises dans leur ensemble, les populations de toutes les nations affectées par le virus vont se paupériser. La paupérisation sera réduite et même rendue indolore pour certains grâce à la magie de l’endettement massif. Le tirage de traites sur l’avenir s’accélérera, transmettant aux générations futures des fardeaux insupportables. Il devient de plus en plus évident que nos héritiers récuseront les héritages calamiteux qui leur auront été transmis. Nos gouvernants, appuyés, en cela, par leurs opinions publiques majoritaires peuvent, à court terme, repousser les dates des grands règlements de comptes. Des dates qui vont, nécessairement, se rapprocher.

## ***Les changements structurels***

La mondialisation telle qu’elle s’est développée dans la seconde moitié du dernier siècle a profondément évolué depuis. Les entrepreneurs se sont efforcés de rapprocher les productions des marchés finaux dans toute une série d’activités comme l’aéronautique, l’automobile. Beaucoup d’autres activités sont restées à l’écart du mouvement. On constate aujourd’hui, dans les pays riches, la dépendance vis-à-vis de fabrications lointaines dans le domaine pharmaceutique. Les Etats-consommateurs seront contraints d’y remédier. De vastes zones économiques plus ou moins concurrentes, plus ou moins adverses commencent à se former depuis plusieurs années déjà. Le processus s’accélèrera. Mais les intégristes de la souveraineté nationale ne verront pas, pour autant, leurs vœux exaucés. La mondialisation continuera à progresser en pratiquant d’importantes corrections de trajectoire.

La plupart des commentateurs font grand cas du « retour » des Etats dans le jeu économique. Les Etats, en effet, substituent à une demande privée endommagée de la demande publique. Parallèlement ils apportent et apporteront des secours aux producteurs de l’offre. La grande revendication des socialisants de toutes obédiences vise à conditionner les concours étatiques à des changements dans les productions et, aussi, dans les conditions de ces productions. Ils demandent, par exemple, que l’on expulse plus rapidement des marchés les véhicules à propulsion thermique, que l’on cesse d’importer des matières premières alimentaires responsables de déforestations, que l’on rémunère beaucoup mieux les personnes qui accomplissent des tâches essentielles à notre survie et dont l’utilité sociale n’est pas suffisamment reconnue. Comme nous l’avons indiqué précédemment, la première des priorités des gouvernants sera la restauration de leurs appareils productifs endommagés, quels qu’ils soient et quelle que soit leur utilité sociale, d’ailleurs très difficile à qualifier. On assistera à des progrès, possiblement notables, dans le sens des revendications des socialisants. Mais certainement pas à une restructuration de grande envergure des appareils productifs. Elles auront bien lieu à un rythme très lent, très progressif. Les Etats, dans leur grande majorité, n’ont nullement l’intention de gérer l’économie qu’ils ont déjà grand peine à réguler. Ils perçoivent leurs interventions comme temporaires en espérant un retour à une économie de marché amendée mais toujours évaluée comme la moins mauvaise des solutions.

La question de savoir si les comportements d’investissement et d’épargne vont subir de profondes transformations agite puissamment la réflexion des responsables comme des irresponsables. Comme nous l’avons vu l’investissement public va prendre le relais, en partie, de l’investissement privé. Temporairement car les Etats seront écrasés par le poids de leurs dettes. Le rêve des ultra-socialisants imaginant des « gosplans » nationaux n’a aucune chance de se concrétiser. Quant aux comportements d’épargne ils vont obéir à des lignes directrices que l’on a constamment observées par le passé. La propension à l’épargne s’est révélée indestructible. Souvenons-nous du cas français et des emprunts russes d’avant la première guerre mondiale. La révolution soviétique a occasionné la ruine de millions de petits porteurs de titres. A-t ‘ont assisté, pour autant, à un effondrement de la propension à épargner ? Pas du tout. L’expansion universelle de l’endettement ne manquera pas de susciter des comportements de fuite devant la monnaie. Mais fuiter vers quoi ? L’or et les autres métaux précieux ont déjà battu des records, ils vont continuer à en accumuler, mais la thésaurisation atteindra très vite ses limites.

Depuis plusieurs années, on constate, dans les économies développées un renforcement des tendances à accumuler de l’épargne de précaution. Les politiques de stimulation de la demande buttent sur le désir des gens qui en ont les moyens, de se ménager des marges de manœuvre. On peut donc s’attendre à une amplification forte du phénomène, sous la forme de liquidités domiciliées dans les comptes bancaires, inutilisées, non rémunérées, voire pénalisées.

Outre l’épargne de précaution, figure celle en quête prioritaire de revenus. Ces revenus, de toutes catégories seront réduits dans des proportions et des durées qu’il est encore difficile d’estimer. Elles seront substantielles. Les grands épargnants et distributeurs de rentes que sont les grands fonds de pension anglo-saxons ajusteront leurs versements à leurs moyens diminués. Leurs adhérents supporteront une régression du montant de leurs pensions. Vraisemblablement pendant plusieurs années. Les caisses de retraites principalement financées par des prélèvements obligatoires souffriront de la restriction du nombre de cotisants. Elles finiront par rééquilibrer leurs comptes en combinant une diminution des prestations et l’alourdissement des contributions imposés aux actifs. La logique abstraite voudrait que l’épargne de moyen-long terme, attaquée de toutes parts, se réduise comme peau de chagrin. Elle ne se vérifiera pas dans le futur explorable. Les épargnants s’apparentent, à certains égards aux moutons. On les tond régulièrement puis leur laine repousse avec, en perspective, une nouvelle tonte.

Du côté des emprunteurs il faut distinguer entre les Etats, les entreprises, les particuliers. Les Etats, submergés de dettes ne se risqueront pas à en répartir le poids entre les contribuables aussi rapidement qu’ils l’on fait lors de la dernière crise de 2008. Tout particulièrement en Europe. C’est, approximativement dans un délai de trois années que l’on commencera à voir se répéter et s’aviver les éternelles confrontations classistes à propos de la justice fiscale. Les entreprises surendettées, même en supposant le maintien de bas taux d’intérêt, sont vouées à la faillite. Elles sont fort nombreuses et de toutes tailles. Il y aura des exceptions à cette règle. Seront sauvées les entreprises que les Etats choisiront de maintenir en vie pour des raisons stratégiques. De lourds débats publics sont à attendre dans les démocraties lorsqu’il s’agira de déterminer les élus des sauvetages. Enfin, des masses d’emprunteurs privés vont aller au tapis. Tous ceux dont les pertes de revenus ne permettront plus d’assumer les mensualités de remboursements. Certains bénéficieront d’assurances leur permettant de résister, beaucoup d’autres pas. Il reste cependant peu probable que les prix immobiliers s’affaissent, de même que les flux d’investissements. Le mouvement de métropolisation va se poursuivre et les poussera à la hausse.

Pour le moment (avril 2020), la pandémie s’est concentrée en Chine et dans l’occident. Leurs systèmes de santé résisteront, dans l’ensemble, au choc. Une grande frayeur se répand envisageant l’expansion du séisme sanitaire en Afrique dont les infrastructures sanitaires de sont pas à la hauteur. Les aides apportées par les donateurs, même renforcées, ne permettront pas d’éviter, si le virus continue à sévir, des hécatombes humaines.

## ***Conclusion***

Les grandes catastrophes ont la réputation d’engendrer des changements de tous ordres. En réalité, lesdits changements ne surviennent qu’à la mesure des solutions qu’il est possible de mettre en œuvre sans trop attendre. Des leçons seront certainement tirées des bévues antérieures. La globalisation s’adaptera. Les activités productives muteront ainsi que les habitudes de consommation, d’épargne, d’investissement. On assistera à des corrections, des adaptations et même à de possibles améliorations. Mais certainement pas aux révolutions dont rêvent certains.